



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



Pourparlers sur le climat en Afrique (troisième édition)

Changements climatiques et développement en Afrique : perspectives africaines sur une reprise résiliente face au climat après la pandémie de COVID-19

Deuxième session

Changements climatiques, COVID-19 et développement en Afrique et dans ses petits États insulaires en développement - de la vulnérabilité au renforcement de la résilience

17 et 18 mai 2021, 10 heures-13 heures (heure de Praia, GMT-1)



A.21-00577

Introduction

La pandémie de coronavirus (COVID-19) a fait des ravages dans les économies, les communautés et les écosystèmes du monde entier. Elle a été décrite comme une crise révélatrice, en ce sens qu'elle nous a permis de voir plus clairement les crises qui se déroulaient déjà avant la pandémie. L'une d'entre elles est la crise des changements climatiques, qui a provoqué des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses (notamment des inondations, des sécheresses et des vagues de chaleur), des modifications des écosystèmes et une élévation du niveau des mers (laquelle a accentué l'acidification des océans), entre autres choses.

Il existe des liens évidents entre la santé, l'environnement et l'économie. Les changements climatiques, l'extraction des ressources, l'expansion urbaine et agricole et la pollution ont entraîné la perte et la dégradation des écosystèmes et des habitats. La perte de biodiversité et les modifications des écosystèmes ont rapproché l'humanité de la faune sauvage, augmentant ainsi le risque de zoonoses, comme la maladie à coronavirus, qui, selon l'Organisation mondiale de la Santé, est passée de la faune sauvage à l'homme, probablement par l'intermédiaire d'une autre espèce. La recherche montre que l'émergence de nouvelles maladies humaines et la propagation de maladies qui existent depuis longtemps sont étroitement liées aux changements climatiques, comme c'est le cas pour le paludisme et les virus de la dengue et du zika, qui ont été liés à l'expansion de l'aire de répartition des moustiques qui en sont les vecteurs. De même, la mauvaise qualité de l'eau et de l'air est liée à d'autres maladies graves. Les problèmes de santé liés à l'impact des changements climatiques ne sont donc qu'un signe avant-coureur de ce qui nous attend si nous ne prenons pas à l'échelle mondiale des mesures concertées, urgentes et significatives contre les changements climatiques.

Bien qu'elle représente 17 % de la population mondiale, l'Afrique contribue pour moins de 4 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pourtant, le continent subit déjà de plein fouet l'impact des changements climatiques. Les gouvernements dépensent entre 2 et 9 % de leur PIB en réponses non planifiées aux effets des changements climatiques, tandis que les économies perdent 2 à 5 % de leur PIB par an en raison de la crise climatique. Les petits États insulaires en développement (PEID) et les zones côtières du continent, dont les économies dépendent largement du tourisme, sont encore plus vulnérables à l'impact combiné de la crise climatique et de la pandémie de COVID-19, étant donné que leurs secteurs touristiques se sont effondrés suite aux restrictions de voyage imposées par la pandémie, tandis que l'acidification des océans provoque le blanchiment des coraux et que l'élévation du niveau de la mer pourrait facilement anéantir certaines communautés insulaires.

La vulnérabilité aux changements climatiques traduit des problèmes de développement plus larges, notamment la pauvreté, d'énormes lacunes en matière d'infrastructures dans divers secteurs (par exemple, l'énergie, l'eau, l'agriculture, les transports et les installations liées aux océans), un sous-développement institutionnel et d'immenses contraintes de capacité. La crise de COVID-19 est survenue à un tournant important de la crise climatique, d'où les appels pressants lancés par les citoyens, la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes en faveur d'un monde meilleur dans l'après-COVID-19, plus résilient face à ces chocs.

Il faudra, dans l'après-COVID-19, faire le point sur les crises et les défis qui existaient auparavant et sur leurs liens avec la pandémie, trouver des solutions et construire un monde meilleur, plus équitable, résilient et durable. Les gouvernements du monde entier, mais surtout ceux des pays développés, ont investi plus de 12 000 milliards de dollars dans des plans de relance après la crise de COVID-19. Cependant, la plupart des pays n'intègrent pas suffisamment la résilience face aux changements climatiques et la durabilité des écosystèmes dans leurs plans de relance. En outre, les pays en développement - en particulier ceux qui sont les plus vulnérables aux changements

climatiques, comme les PEID africains - font face à des problèmes de déficit budgétaire et de liquidités qui rendent difficile la mise en œuvre de plans de relance significatifs, tandis que les pays développés ne tiennent que très peu compte de ces pays vulnérables dans leurs plans de relance. S'y ajoute le fait que l'engagement pris par les pays développés lors de la quinzième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), tenue à Copenhague en 2009, à savoir fournir aux pays en développement 100 milliards de dollars par an de financement en faveur du climat, ne s'est jamais concrétisé.

Un rapport récent de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), intitulé "Building forward for an African green recovery" (Construire l'avenir pour une relance verte de l'Afrique), montre que les gouvernements peuvent saisir cette occasion fuyante pour construire un monde plus résilient face au climat en réorientant les investissements et les interventions vers des options de relance verte.¹ Ce faisant, les pays peuvent surmonter la triple tempête que sont la pandémie, les changements climatiques et la dévastation économique pour construire des économies plus résilientes, avec de meilleurs emplois et une croissance économique plus vigoureuse, tout en atteignant les objectifs de l'Accord de Paris.

Il existe de nombreuses similitudes entre les deux crises que sont la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques, mais aussi des différences significatives. L'une et l'autre constituent une menace existentielle pour les pays africains, qui subissent également les conséquences de la désinformation et de l'« infodémie » qui y sont liées. Comment les enseignements et les expériences tirés de la gestion de la pandémie de COVID-19 peuvent-ils être mis à profit pour promouvoir une relance verte et bleue, ainsi qu'une reconstruction post-pandémique tenant compte du climat, grâce à des partenariats mondiaux concertés, à la solidarité et à un cadre multilatéral solide ? Telle est la question qui sera au centre des débats lors de la troisième édition des Pourparlers sur le climat en Afrique, qui s'inscrit dans le cadre d'une série de webinaires organisés par le Centre africain pour la politique climatique (CAPC) de la CEA sur le thème « Changements climatiques et développement en Afrique : perspectives africaines sur une reprise résiliente face au climat après la pandémie de COVID-19 ».²³

Les Pourparlers sur le climat en Afrique visent à engager les Africains de tous les horizons dans un vaste dialogue stimulant, éclairé par les nouvelles positions communes des pays africains sur une série de questions pertinentes affectant le programme de développement du continent, dans le contexte d'un paysage géopolitique mondial complexe et en constante évolution. Ils offrent une tribune pour l'examen des perspectives africaines sur les questions clés touchant à la fois aux changements climatiques et au mode de développement porteur de transformation de l'Afrique. Ils visent également à encourager une action en faveur du climat à plusieurs niveaux en sensibilisant le public aux conséquences des changements climatiques, ainsi qu'aux défis et aux possibilités qui en découlent pour l'Afrique.

La deuxième session de la troisième édition des Pourparlers est co-organisée en partenariat avec l'Université de Cabo Verde.

¹ Disponible à l'adresse : <https://www.uneca.org/sites/default/files/com/2021/E2100446-29March-Eng-COMMUNIQUE.pdf>.

² Lancés en 2015, les Pourparlers sur le climat en Afrique procèdent d'une initiative de l'ensemble de la société qui vise à démocratiser le discours sur les changements climatiques et le développement en Afrique en engageant toutes les parties prenantes, aux niveaux local, national, sous-régional et régional, dans des discussions totalement inclusives afin de catalyser l'émergence de points de vue authentiquement africains sur les changements climatiques et le développement, qui contribueront à la résilience face au climat et à la réalisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063.

³ Voir https://repository.uneca.org/handle/1085_5/4376_4.

Objectif

L'objectif de la deuxième session de la troisième édition des Pourparlers est d'explorer la convergence des crises de COVID-19 et du climat, et ce que cela signifie pour les communautés vulnérables et la gouvernance de l'action mondiale en faveur du climat pendant et après la pandémie. Plus précisément, la session réunira des participants issus du monde universitaire, de la société civile, du secteur privé, des institutions régionales et des partenaires de développement en Afrique afin de favoriser l'émergence d'un discours panafricain mettant un accent particulier sur les PEID africains, pour mieux répondre aux changements climatiques durant la pandémie de COVID-19 et au-delà. Elle se concentrera sur le renforcement de la résilience par le développement d'économies vertes et bleues, ainsi que sur la mise en place des moyens de mise en œuvre, en s'appuyant sur les capacités respectives de chaque pays et sur le principe ferme de responsabilités communes mais différenciées qui est inscrit dans la CCNUCC.

Principaux sujets de discussion

Pour que le discours et le dialogue sur les défis climatiques régionaux susmentionnés soient utiles, les délibérations seront organisées en séances axées sur les sujets clés suivants :

- Traverser la triple tempête des changements climatiques, du COVID-19 et de la crise économique : perspectives régionales et mondiales.
- D'abord, les changements climatiques. Aujourd'hui, le COVID-19. Le fossé Nord-Sud continue de se creuser. Quel avenir donc pour l'Afrique ? Qu'attendre de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Conférence-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) ?
- De la vulnérabilité à la résilience grâce à l'économie verte/bleue. Que faudra-t-il faire ? Défis et possibilités pour l'Afrique, notamment pour les PEID et les économies côtières.

Cinq groupes de discussion, chacun abordant l'un des sujets énumérés ci-dessous, faciliteront la consolidation des messages clés issus de la deuxième session des Pourparlers le climat en Afrique (troisième édition) :

- Que devrait faire l'Afrique pour tirer parti de la COP 26, et comment y parvenir ?
- La voix et le rôle de l'Afrique dans la gouvernance climatique mondiale et le paysage géopolitique - les leçons du parcours de l'Afrique dans le processus de la CCNUCC pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà.
- Renforcer la résilience : des idées innovantes pour des solutions africaines aux défis du climat et de la relance en Afrique.
- Un pour tous, et tous pour un. Qu'est-ce qui constitue la justice climatique et une reprise/transition juste pour l'Afrique ?
- Exploiter l'économie verte/bleue pour les PEID et les économies côtières d'Afrique : défis et possibilités après la pandémie de COVID-19.

Résultats escomptés

- Renforcement de la voix et du rôle de l'Afrique dans la gouvernance mondiale du climat et dans le paysage géopolitique qui en résulte à l'époque du COVID-19 et au-delà.

- Meilleure compréhension de la façon de tirer parti des liens entre les changements climatiques, la pandémie de COVID-19 et la crise économique qui en résulte, afin de construire un avenir vert et résilient pour l’Afrique après la pandémie.
- Renforcement des stratégies régionales et des cadres mondiaux pour une transition juste vers des économies résilientes et la réalisation des objectifs de l’Accord de Paris.

Public cible

Le public cible des Pourparlers comprend principalement des acteurs non étatiques africains (société civile, universités, secteur privé, jeunes et autres groupes marginalisés) dans le cadre de la CCNUCC, ainsi que des responsables politiques, des institutions régionales et sous-régionales et des partenaires de développement.

Lieu et date

La deuxième session des Pourparlers (troisième édition) sera une réunion en ligne organisée par la CEA en collaboration avec l’Université de Cabo Verde. Elle aura lieu les 17 et 18 mai 2021.

Personne de contact

James Murombedzi
Centre africain pour la politique en matière de climat
Commission économique pour l’Afrique
Avenue Menelik II, B.P. 3001
Addis-Abeba (Éthiopie)
murombedzi@un.org



Avec l’appui de

